

Concurrence—Bill

dépasse 15 milliards de dollars et je crois qu'une autre somme de 15 milliards de dollars a été investie dans d'autres endroits, soit dans des sortes de réserves qu'on ne déclare pas aux fins de l'impôt.

Plusieurs milliards de dollars sont ainsi investis dans ces réserves, alors que d'autres sociétés n'ont pas le droit de se faire de réserves, d'investir des milliards dans ces réserves. Ces hautes institutions financières ont tous les pouvoirs, et elles s'en servent au détriment des Canadiens et en faveur des grandes institutions financières.

Le gouvernement lui-même, avec l'aide à l'industrie, affecte des centaines de millions à l'aide à l'industrie dans diverses sociétés étrangères, et quand les Canadiens en ont besoin, ce n'est qu'à grand peine qu'ils peuvent obtenir de petits prêts. On peut recourir à la Banque d'expansion industrielle, mais elle impose toutes sortes de restrictions, ce qui fait qu'il est extrêmement difficile d'obtenir d'elle des crédits, car elle en fournit seulement aux grandes institutions et se fiche des petites, alors qu'elle devrait aider les institutions de toutes sortes, et ce, à des taux d'intérêt très bas. Pourtant, la Banque d'expansion industrielle est de connivence avec toutes les grandes sociétés financières pour maintenir les taux d'intérêt élevés et uniformes. Ainsi elles évitent de se nuire et exploitent la population d'une façon éhontée. Voilà où nous devrions faire porter nos efforts, voilà où le ministre devrait faire quelque chose, voilà où le ministre devrait intervenir. Cependant, il n'intervient pas dans le domaine de la finance, mais il intervient dans d'autres secteurs. Quant au secteur financier, il n'en parle pas.

● (1520)

Monsieur le président, je voudrais citer un discours inscrit au compte rendu officiel des *Débats* de la Chambre du mercredi 13 mars 1974, prononcé par l'honorable député de St. Paul's (M. Atkey). Je le félicite, car j'ai relu son discours que je trouve extraordinaire et très au point. Je cite le député:

Nous favorisons donc dans nos mesures, dans nos recommandations, dans les suggestions que nous faisons sur les différents bills déposés à la Chambre, un système économique basé sur l'entreprise privée, et non sur le «free enterprise», l'entreprise libre ou, en d'autres termes, sur les monopoles.

L'honorable ministre a voulu, au moyen de ce bill, comme il l'a dit, «mettre des dents» dans la loi sur les coalitions. Il a élaboré dans ce bill des mesures politiques positives, mais dans de telles mesures, sans l'adoption de mesures économiques positives en même temps, ne règlent absolument rien.

Voilà quelqu'un qui nous appuie depuis longtemps, voilà quelqu'un qui comprend le sens des affaires. Voilà quelqu'un qui se place vraiment dans la réalité, c'est là la réalité. Je continue la citation:

Si on adopte des mesures politiques positives qui ne sont pas secondées par des mesures économiques permettant à des individus de concurrencer les monopoles, nous serons toujours à la merci des monopoles, des fusions et des cartels, qui auront des amendes à payer, mais selon les chiffres qu'on a cités aujourd'hui, moins de 1 p. 100 des profits qui ont été réalisés par les monopoles ont fait l'objet d'amendes.

Les mesures que l'honorable ministre a élaborées dans ce bill visent particulièrement les petits, qui seront soumis à ce bill comme tout le monde, mais elles seront sans efficacité contre les compagnies multinationales.

Comment ce bill pourra-t-il engendrer un changement? Que pourra-t-on faire grâce au bill C-7 contre les sociétés multinationales qui, actuellement, invoquant le faux prétexte de la rareté de l'huile et de l'essence, augmentent les prix à la consommation, toutes en même temps, du soir au lendemain matin. Le ministre ne peut pas, en vertu d'un tel bill, agir contre les sociétés multinationales qui exercent un pouvoir absolu sur notre économie. La seule chose qu'il peut faire, c'est leur imposer une amende de \$2,000 ou de \$5,000, ce qui est une farce

[M. Latulippe.]

pour elles et ce qui en même temps leur donne droit à une déduction d'impôt.

Ce qui m'a scandalisé, monsieur le président, au sujet de ce bill, c'est de constater qu'on veut essayer de punir tout le monde, d'imposer des restrictions à tout le monde. Toutefois, en même temps, on donne des privilèges spéciaux aux banques.

Monsieur le président, voilà un homme que j'admire, parce qu'il sait ce qu'est le sens des affaires, où se trouvent les malaises économiques, où il faut s'adresser, où il faut frapper pour améliorer notre système économique. Je continue à citer:

Monsieur le président, les banques, comme nous l'avons toujours dit, sont à la source du monopole qui existe et qui contrôle les autres. Le monopole de l'argent, du crédit, et entraîne celui de la production quand il le veut, et le fait mourir quand il veut. Et lorsque j'entends certains individus dénoncer des monopoles dans tel ou tel secteur de l'industrie, qu'ils les dénoncent avec force et avec raison, sans pourtant s'attaquer au monopole même qui crée tous les autres, ces individus font fausse route. Ils s'attaquent aux petits, et ils laissent la mère encore vivante, pour lui permettre de produire d'autres petits.

Monsieur le président, c'est l'honorable député de St. Paul's qui a dit cela dans son discours. Pourtant, il y a longtemps que nous parlons de cela, et nous ne nous sommes jamais sentis appuyés à la Chambre, nous commençons à peine à être appuyés parce que, en général, plusieurs députés commencent à ouvrir les yeux, commencent à se rendre compte que nous n'avons plus de chance d'administrer le pays dans la situation dans laquelle nous nous trouvons présentement.

Il faut absolument effectuer des réformes, monsieur le président, mais non pas dans l'industrie ou dans les recherches, ou au sujet des citoyens qui ne veulent plus travailler. Les réformes doivent être faites dans le domaine de la finance. Il faut mettre la finance au service des sociétés, et des citoyens qui veulent faire quelque chose. On pourra leur accorder une certaine marge de profit pour qu'elles puissent continuer à s'agrandir, à s'améliorer, et à se développer davantage. Si on leur enlève tout profit, il ne restera plus rien. Personne n'est alors encouragé, et tout le monde se décourage. On ne veut même plus s'«embarquer» dans certaines institutions, certains développements que plusieurs personnes pourraient faire parce qu'elles ont la compétence nécessaire, mais sachant qu'elles ne pourront pas les mener à bonne fin, elle ne les entreprennent pas.

Voilà, monsieur le président, où se situe le malaise. Voilà où le ministre devrait intervenir. Il devrait donc étudier cette situation à fond et nous aider à trouver les vraies solutions. Les vraies solutions sont faciles à trouver, puisqu'il s'agit de mettre du crédit à la disposition de ceux qui en ont besoin, à des taux d'intérêt raisonnables, pour empêcher la hausse des prix, parce que les taux élevés d'intérêt font augmenter les prix.

Étant donné le système actuel, l'inflation, tout ce que nous vivons présentement, le premier facteur et la première cause du malaise, ce sont les taux d'intérêt qui sont trop élevés et les gouvernements qui n'ont pas un mot à dire là-dessus. Personne ne parle contre l'augmentation des taux d'intérêt, en général, du moins, pas les ministres, pas le très honorable premier ministre (M. Trudeau). On n'entend pas parler personne quand les sociétés financières augmentent leur taux d'intérêt. On dirait qu'il s'agit d'une bénédiction qu'on leur donne. On ne dit mot, monsieur le président.

Voilà la première cause de tous les malaises économiques que nous ressentons. L'augmentation du coût de la vie est d'abord causée par l'augmentation des taux d'intérêt usuraires que l'on impose aux citoyens canadiens.